Dossier trimestriel de conjoncture

Évolutions récentes du marché du travail et de l'emploi en Île-de-France

4^e trimestre 2020

Service études, statistiques, évaluations de la Direccte Ile-de-France

Direction régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi

Variation trimestrielle du nombre de demandeurs d'emploi de catégories A, B et C par département entre le 3° trimestre 2020 et le 4° trimestre 2020 (en %, données CVS-CJO)



PRÉFET
DE LA RÉGION
D'ILE-DE-FRANCE



- Au 4e trimestre 2020, le nombre de demandeurs d'emploi franciliens se stabilise par rapport au 3e trimestre 2020 en catégorie A (+0,0 %) et en catégories A, B, C (+0,1 %).
- ➤ Le taux de chômage progresse de 2,0 points au 3^e trimestre 2020, atteignant 8,3 %.
- L'emploi salarié augmente de 1,4 % au 3^e trimestre 2020.
- L'activité partielle continue d'être mobilisée dans des proportions inédites pour répondre à la crise sanitaire avec un rebond au 4^e trimestre suite au 2^e confinement.
- Le nombre d'emplois menacés par des plans de sauvegarde de l'emploi ou des ruptures conventionnelles collectives reste en progression au 4^e trimestre 2020.

- Ce dossier de conjoncture présente les évolutions de l'emploi, du marché du travail et des mesures d'accompagnement des mutations économiques en Île-de-France. Il complète sur un champ plus large notre publication, commune avec Pôle emploi et la Dares, sur les demandeurs d'emploi. La prochaine publication sera disponible en mai et portera sur le premier trimestre 2021.
- Les statistiques sont présentées en moyenne trimestrielle. Les évolutions sur le trimestre présentent les variations par rapport au trimestre précédent. Les évolutions sur un an présentent les variations par rapport au même trimestre de l'année précédente. L'ampleur de la crise sanitaire intervenue à la fin du premier trimestre 2020 nécessite parfois un commentaire sur les évolutions mensuelles.
- La mise en place de nouvelles procédures de production a affecté la qualité des remontées d'information de Pôle emploi sur les variables du métier et de la qualification de l'emploi recherché. Dans l'attente d'un correctif, les statistiques consacrées aux métiers en tensions et aux demandeurs d'emploi par catégorie socioprofessionnelle ne sont plus commentées.
- Les données mensuelles sur le marché du travail sont mises à jour chaque mois sur le <u>site Internet de la</u> Dares.
- N'hésitez pas à nous adresser par courriel vos remarques sur ce diaporama :

idf.statistiques@direccte.gouv.fr

Synthèse régionale

Page 4 : synthèse régionale

Demande d'emploi et chômage

Page 5: Les demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi

Pages 6-7: Les demandeurs d'emploi par département

Page 8 : Les demandeurs d'emploi selon le sexe (catégorie ABC)

Page 9 : Les demandeurs d'emploi selon l'âge (catégorie ABC)

Page 10 : Demande d'emploi de longue durée et droits au RSA

Page 11 : Les entrées et les sorties de Pôle emploi

Page 12 : Le taux de chômage (Insee)

Emploi

Page 13 : Les offres d'emploi collectées par Pôle emploi

Page 14: Les déclarations préalables à l'embauche (DPAE)

Page 15: L'activité intérimaire

Page 16 : L'emploi salarié

Page 17: L'emploi salarié par secteur

Tensions sur le marché du travail

Page 18 : Les tensions sur l'ensemble du marché du travail

Accompagnement des mutations économiques

Page 19 : Les demandes d'activité partielle

Page 20 : Les plans de sauvegarde de l'emploi et les ruptures conventionnelles collectives

Demande d'emploi et chômage

En Île-de-France, au quatrième trimestre 2020, le nombre de demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi et immédiatement disponibles (catégories A, B, C) atteint 1 058 690 en moyenne sur le trimestre, son niveau le plus haut depuis le début de la série en 1996. Parmi eux, 755 230 demandeurs n'ont pas travaillé durant le mois précédent (catégorie A).

Après une très forte augmentation entre le quatrième trimestre 2019 et le deuxième trimestre 2020 (+24,4 %), liée à la crise sanitaire, la demande d'emploi en catégorie A diminue nettement au troisième trimestre (-7,3 %), puis se stabilise au quatrième trimestre. En France, l'augmentation initiale est très proche, toutefois, la baisse entamée au cours du troisième trimestre est deux fois plus prononcée que dans la région.

En catégories A, B, C, la progression de la demande d'emploi francilienne est plus mesurée entre le quatrième trimestre 2019 et le deuxième trimestre 2020 (+7,2 %) mais se prolonge par la suite (+1,2 % au troisième trimestre, puis +0,1 % au quatrième trimestre), à la différence de la demande d'emploi nationale (-1,8 % depuis le deuxième trimestre en France métropolitaine).

L'écart d'évolution entre l'Île-de-France et la France s'explique, notamment, par le poids prépondérant des secteurs affectés par la crise dans la région (hôtellerie-restauration, arts et spectacles, commerce, transport...). La crise a, également, durement touché la main-d'œuvre qualifiée, très présente en Île-de-France (ouvriers qualifiés, ingénieurs, cadres...).

Au troisième trimestre 2020, 8,3 % de la population active est au chômage au sens du BIT en Île-de-France (contre 8,8 % en France métropolitaine). Le taux de chômage augmente de 2,0 points par rapport au trimestre précédent.

Emploi

Le nombre d'offres d'emploi collectées reste en progression entre le troisième et le quatrième trimestre 2020 (+5,6 % après +57,8 %).

Après un recul historique au premier trimestre 2020 et une reprise au deuxième trimestre, l'emploi intérimaire continue de progresser au troisième trimestre (+20,8 %) mais reste endeçà de son niveau d'avant-crise.

L'emploi salarié francilien augmente au troisième trimestre 2020 (+1,4 %, dont +1,3 % dans le secteur privé) et diminue sur un an (-1,1 %). L'intérim et l'hébergement-restauration sont les secteurs les plus touchés sur un an, tandis que l'emploi dans l'agriculture et la construction est en croissance.

Tensions sur le marché du travail

Le marché du travail francilien enregistre 29 nouvelles offres d'emploi pour 100 nouvelles demandes en moyenne au quatrième trimestre 2020. La forte baisse du taux de tension par rapport au quatrième trimestre 2019 s'explique par la chute des offres d'emploi collectées.

Mutations économiques

Au quatrième trimestre 2020, plus de 113 000 autorisations d'activité partielle ont été accordées dans le contexte de gestion de la crise sanitaire. Elles correspondent à un volume d'heures de travail autorisées à être chômées de 667 millions.

Les procédures enregistrées et les emplois menacés par les plans de sauvegarde de l'emploi et les ruptures conventionnelles collectives restent en hausse au quatrième trimestre. La progression est ainsi très importante en 2020.

Les demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi au 4^e trimestre 2020

			Évolut	ion sur	Évolution sur		
4 ^e trimestre 2020	Île-de-	France métropolitaine	le trime	stre (%)	un an (%)		
	France		Île-de-	France	Île-de-	France	
			France	métro.	France	métro.	
Catégorie A (actes							
positifs de recherche	755 230	3 574 270	0,0	-2,7	15,3	8,1	
d'emploi, sans emploi)							
Catégories A, B, C							
(actes positifs de	1 058 690	5 710 600	0,1	-1,3	8,6	4,8	
recherche d'emploi)							

Source: Pôle emploi-Dares, STMT, traitements Dares.

Après une hausse très nette sur le deuxième trimestre 2020 (+21,8 %) et une forte baisse au troisième trimestre (-7,3 %), le nombre de demandeurs d'emploi en catégorie A est stable en Île-de-France entre le troisième et le guatrième trimestre (+15,3 % sur un an).

En prenant en compte l'activité réduite (catégories A, B, C), le nombre de demandeurs d'emploi reste en très légère progression (+0,1 %, soit +8,6 % sur un an).

L'évolution de la demande d'emploi est plus favorable en France métropolitaine : -2,7 % en catégorie A et -1,3 % en catégories A, B, C (respectivement +8,1 % et +4,8 % sur un an).

La hausse du nombre de demandeurs non tenus de rechercher un emploi, en raison notamment d'une formation (catégorie D), se prolonge sur le trimestre (+7,4 %, soit +27,1 % sur un an), alors qu'il diminue en France métropolitaine (-1,9 %, soit +10,8 % sur un an).

Demande d'emploi et chômage

Évolution du nombre de demandeurs inscrits en catégorie A (données CVS-CJO, Indice 100 au 4e trimestre 2017)

125 Île-de-France 120 France métropolitaine 115 110 105 100 95 90 T1 T2 **T4** T3 T1 T2 T3

2018 Source: Pôle emploi-Dares, STMT, traitements Dares.

2018

2018

2018

Évolution du nombre de demandeurs inscrits en catégorie ABC (données CVS-CJO, Indice 100 au 4e trimestre 2017)

2019

2019

2019

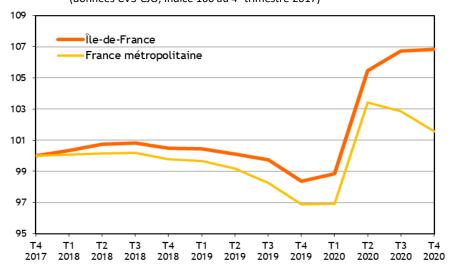
2020

2020

2020

2020

2019



Les demandeurs d'emploi par département au 4e trimestre 2020

Données CVS-CJO 4 ^e trimestre 2020	Effectif cat. A	Évol. sur le trim. (%)	Évol. sur un an (%)	Effectif cat.	Évol. sur le trim. (%)	Évol. sur un an (%)
Paris	146 970	0,4	15,7	212 510	0,0	7,3
Seine-et-Marne	76 690	-0,3	15,5	110 580	0,0	9,1
Yvelines	73 780	0,7	15,1	104 630	0,7	9,6
Essonne	66 850	-0,8	15,3	97 050	-0,2	9,1
Hauts-de-Seine	92 300	1,6	16,0	126 210	1,1	9,3
Seine-St-Denis	133 820	-0,6	13,9	181 340	-0,1	7,7
Val-de-Marne	84 350	-0,3	16,1	115 700	-0,1	9,2
Val-d'Oise	80 470	-0,9	15,6	110 680	-0,1	9,6
Île-de-France	755 230	0,0	15,3	1 058 690	0,1	8,6
France métro.	3 574 270	-2,7	8,1	5 710 600	-1,3	4,8

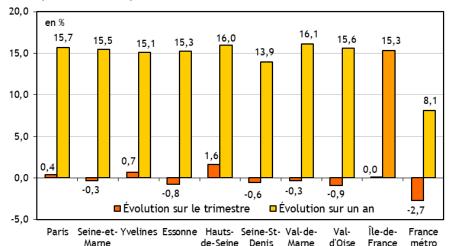
Source: Pôle emploi-Dares, STMT, traitements Dares.

L'évolution de la demande d'emploi est très hétérogène au sein de la région. Le Val-d'Oise (-0,9 % en catégorie A et -0,1 % en catégories A, B, C) et l'Essonne (-0,8 % en catégorie A et -0,2% en catégories A, B, C) profitent de l'évolution la plus favorable, sans toutefois atteindre la baisse de la demande d'emploi nationale. À l'inverse, les Hauts-de-Seine enregistrent une hausse très supérieure à celle de la région (+1,6 % en catégorie A et +1,1 % en catégories A, B, C).

Sur un an, la hausse de la demande d'emploi va de +13,9 % en Seine-Saint-Denis à +16,1 % dans le Val-de-Marne en catégorie A et de +7,3 % à Paris à +9,6 % dans les Yvelines et le Val-d'Oise en catégories A, B, C.

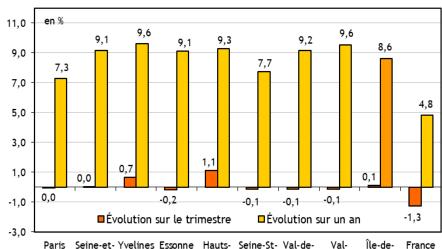
Demande d'emploi et chômage

Évolution du nombre de demandeurs inscrits par département en catégorie A (données CVS-CJO)



Source: Pôle emploi-Dares, STMT, traitements Dares.

Évolution du nombre de demandeurs inscrits par département en catégorie ABC (données CVS-CJO)



Source: Pôle emploi-Dares, STMT, traitements Dares.

Marne

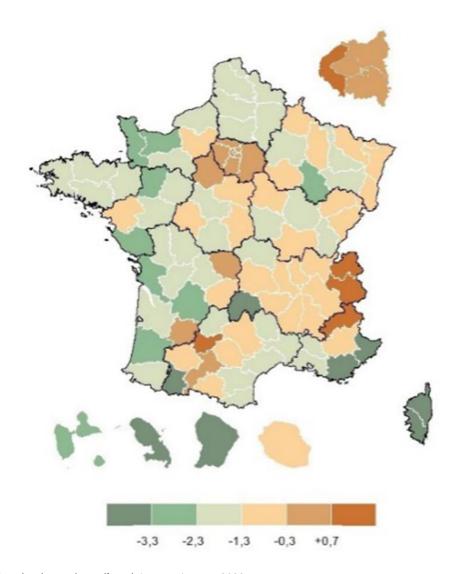
métro

France

d'Oise

Les demandeurs d'emploi (inscrits à Pôle emploi, par département)

Évolution du nombre de demandeurs d'emploi de catégories A, B, C par département entre le 3e trimestre 2020 et le 4e trimestre 2020 (en %, données CVS-CJO)



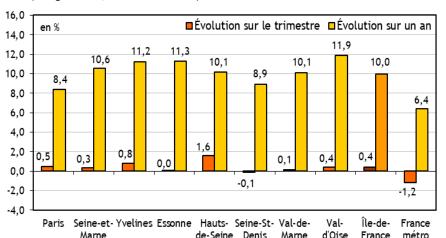
Les demandeurs d'emploi selon le sexe au 4^e trimestre 2020 (catégorie ABC)

Entre le troisième et le quatrième trimestre 2020, la demande d'emploi en catégories A, B, C augmente de 0,4 % pour les hommes et baisse de 0,2 % pour les femmes, contre respectivement -1,2 % et -1,3 % en France métropolitaine.

Sur un an, l'augmentation de la demande d'emploi est plus forte pour les hommes (+10,0 %) que pour les femmes (+7,3 %). L'écart atteint 4,6 points dans le Val d'Oise et 4,2 points en Essonne. Il est plus contenu dans les Hauts-de-Seine (1,7 point) et le Val-de-Marne (1,9 point).

En France métropolitaine également, la crise sanitaire a affecté davantage la demande d'emploi des hommes (+6,4 % sur un an en catégories A, B, C) que celle des femmes (+3,4 %).

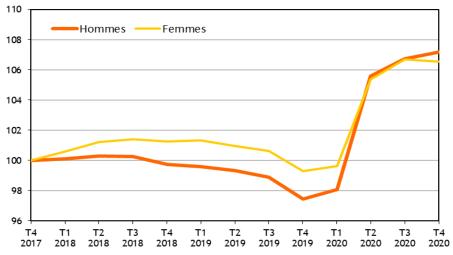
Évolution du nombre d'hommes inscrits à Pôle emploi par département (catégorie ABC, données CVS-CJO)



Source: Pôle emploi-Dares, STMT, traitements Dares.

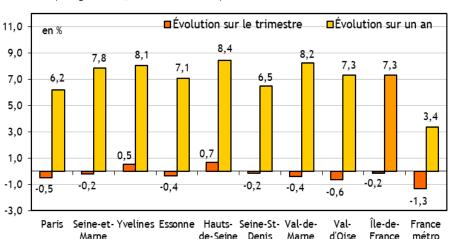
Demande d'emploi et chômage

Évolution du nombre de demandeurs d'emploi inscrits selon le sexe (Île-de-France, catégorie ABC, données CVS-CJO, Indice 100 au 4° trimestre 2017)



Source: Pôle emploi-Dares, STMT, traitements Dares.

Évolution du nombre de femmes inscrites à Pôle emploi par département (catégorie ABC, données CVS-CJO)



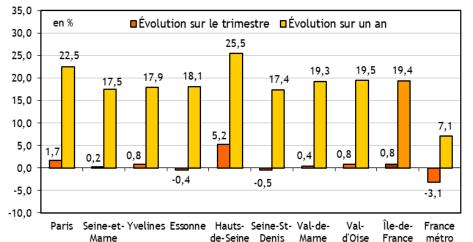
Les demandeurs d'emploi selon l'âge au 4e trimestre 2020 (catégorie ABC)

En catégories A, B, C, la demande d'emploi francilienne des jeunes (moins de 25 ans) et celle des seniors (50 ans et plus) progressent au même rythme depuis le deuxième trimestre 2020 (+0,8 % sur le quatrième trimestre). En revanche, le nombre de demandeurs d'emploi de 25-49 ans amorce un recul de 0,2 % sur le quatrième trimestre, après une hausse entre le quatrième trimestre 2019 et le troisième trimestre 2020.

Sur un an, les moins de 25 ans sont les plus touchés par la crise sanitaire avec +19,4 % dans la région (jusqu'à +25,5 % dans les Hauts-de-Seine). Viennent ensuite les demandeurs d'emploi de 25-49 ans (+8,1 %) et ceux de 50 ans et plus (+6,2 %).

Les écarts d'évolution avec la demande d'emploi nationale sont les plus prononcés sur la demande d'emploi des jeunes : -3,1 % sur le quatrième trimestre et +7,1 % sur un an en France métropolitaine.

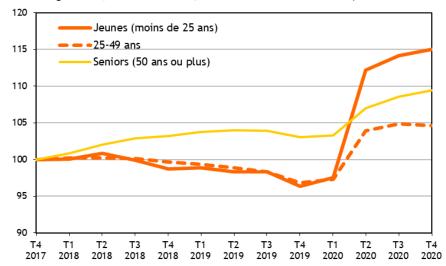
Évolution du nombre de jeunes inscrits par département (catégorie ABC, données CVS-CJO)



Source: Pôle emploi-Dares, STMT, traitements Dares.

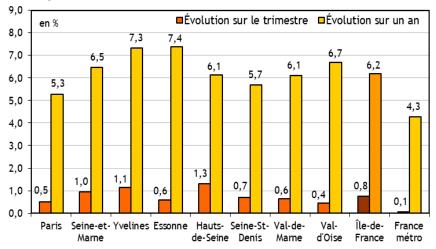
Demande d'emploi et chômage

Évolution du nombre de demandeurs d'emploi inscrits selon l'âge (Île-de-France, catégorie ABC, données CVS-CJO, Indice 100 au 4e trimestre 2017)



Évolution du nombre de séniors inscrits par département

(catégorie ABC, données CVS-CJO)



Demande d'emploi de longue durée et droits au RSA au 4^e trimestre 2020

Le nombre de demandeurs d'emploi franciliens de longue durée (inscrits en catégories A, B, C depuis un an ou plus) progresse de 3,1 % au quatrième trimestre 2020, à un rythme moins soutenu qu'aux trimestres précédents (+5,4 % sur le deuxième trimestre et +4,3 % sur le troisième trimestre). En revanche, le nombre de demandeurs d'emploi inscrits depuis moins d'un an diminue nettement (-2,5 %).

Au troisième trimestre 2020, si la conjoncture économique se maintenait, un demandeur d'emploi resterait, en moyenne, inscrit 412 jours à Pôle emploi. C'est 28 jours de plus qu'au premier trimestre 2020*.

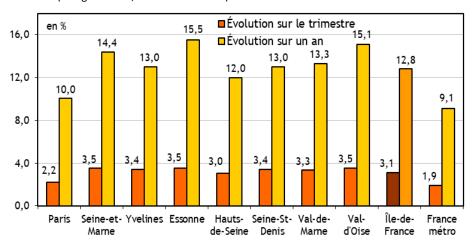
En hausse de 1,4 point sur un an, la part des demandeurs d'emploi ayant des droits ouverts au RSA en Île-de-France atteint 14,5 % au quatrième trimestre 2020. Elle varie de 11,8 % en Essonne à 17,8 % en Seine-Saint-Denis.

	Part des	Part des demandeurs d'emploi inscrits ayant des droits ouverts au RSA en catégorie ABC (%)										
	Paris	Seine-et- Marne	Yvelines	Essonne	Hauts-de- Seine	Seine-St- Denis	Val-de- Marne	Val-d'Oise	Île-de- France	France métro.		
4 ^e trimestre 2020	13,8	13,9	13,3	11,8	14,7	17,8	14,3	14,4	14,5	14,6		
4 ^e trimestre 2019	12,5	12,4	11,6	10,7	13,4	16,6	12,7	12,8	13,1	13,1		

Sources : Pôle emploi-Dares, STMT, données brutes

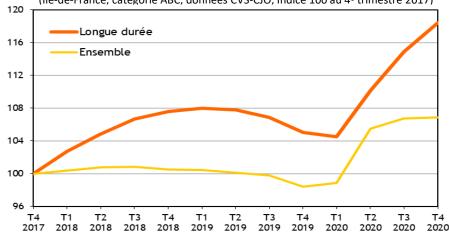
Demande d'emploi et chômage

Évolution du nombre d'inscrits depuis plus d'un an par département (catégorie ABC, données CVS-CJO)



Source: Pôle emploi-Dares, STMT, traitements Dares.

Évolution du nombre de demandeurs d'emploi inscrits depuis plus d'un an (Île-de-France, catégorie ABC, données CVS-CJO, Indice 100 au 4º trimestre 2017)



^{* «} Durée de chômage (3e trimestre 2020) », Statistiques et indicateurs, Janvier 2021, Pôle emploi.

Demande d'emploi et chômage

Les entrées et les sorties de Pôle emploi au 4^e trimestre 2020

La très légère augmentation du nombre de demandeurs d'emploi franciliens en catégories A, B, C entre le troisième et le quatrième trimestre 2020 intervient dans un contexte d'augmentation du nombre d'inscriptions à Pôle emploi (+0,2 %, soit +220) et du nombre de sorties de Pôle emploi (+0,6 %, soit +550).

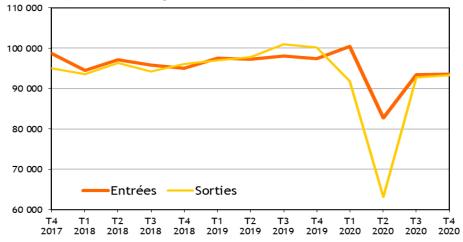
Sur un an, la crise sanitaire est à l'origine d'un recul conjoint des entrées (-3,9 %, soit -3 810) et des sorties (-6,9 %, soit -6 960). La hausse plus importante de la demande d'emploi francilienne par rapport à celle enregistrée au niveau national provient d'une baisse moins forte des entrées en Île-de-France (-5,2 % en France métropolitaine).

Sur un an, près de la moitié de la baisse des entrées sont des réinscriptions rapides, c'est-à-dire des réinscriptions après une sortie de courte durée (suite à un défaut d'actualisation, une radiation administrative, une période d'activité...). Le nombre d'entrées pour fin de contrat diminue nettement (-8,4 %, soit -1 480).

Les cessations d'inscription pour défaut d'actualisation, dont la moitié correspondent à des reprises d'emploi non déclarées, diminuent fortement sur un an (-13,6 %, soit -6 440). Les sorties pour radiation administrative, suspendues en avril et en mai, et pour reprises d'emploi déclarées reculent également (respectivement -2 310 et -710). Les sorties pour entrée en stage ou en formation sont, quant à elles, en augmentation (+14,1 %, soit +1 070).

Évolution des entrées et des sorties de Pôle emploi

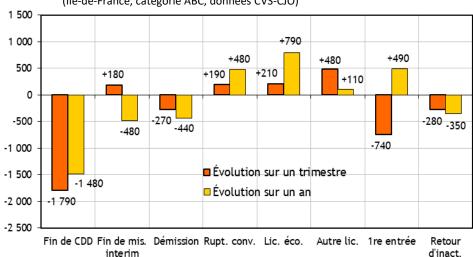
(Île-de-France, catégorie ABC, données CVS-CJO)



Source: Pôle emploi-Dares, STMT, traitements Dares.

Variation des entrées à Pôle emploi par principaux motifs

(Île-de-France, catégorie ABC, données CVS-CJO)



Demande d'emploi et chômage

Le taux de chômage au 3^e trimestre 2020

Au troisième trimestre 2020, le taux de chômage francilien s'établit à 8,3 % de la population active (Insee). Comme en France métropolitaine (8,8 %), il augmente par rapport au trimestre précédent. Sur un an, le taux de chômage poursuit sa progression de 0,9 point en Île-de-France et de 0,7 point en France métropolitaine.

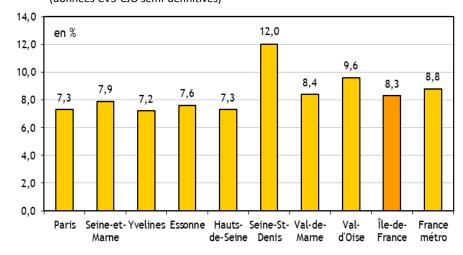
Structurellement le plus élevé de la région, le taux de chômage en Seine-Saint-Denis (12,0 %) enregistre une hausse de 2,8 point par rapport au trimestre précédent. Le Val-d'Oise enregistre également un fort taux de chômage (9,6 %). Paris (7,3 %), les Hauts-de-Seine (7,3 %) et les Yvelines (7,2 %) connaissent les taux les plus faibles.

Sur un an, le taux de chômage progresse de 1,1 point en Seine-Saint-Denis et de 1,0 point dans le Val-d'Oise, le Val-de-Marne et la Seine-et-Marne. Dans les autres départements, l'évolution varie de 0,7 point dans les Hauts-de-Seine et les Yvelines à 0,8 point à Paris et en Essonne.

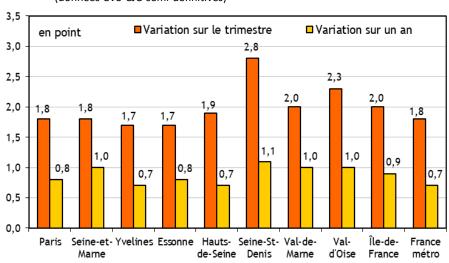
La baisse du taux de chômage au deuxième trimestre 2020 est en trompe l'œil selon l'Insee (*Informations Rapides n°203* du 13/08/2020) :

« Au deuxième trimestre, la baisse du taux de chômage résulte d'un fort recul du nombre de personnes sans emploi en recherche active d'emploi pendant la période de confinement. Cette dernière a en effet fortement affecté les comportements de recherche active d'emploi sur la première partie du trimestre. Au total, au deuxième trimestre 2020, la nette baisse du chômage au sens du BIT ne traduit pas une amélioration du marché du travail mais un effet de confinement des personnes sans emploi qui l'emporte sur l'effet de hausse du nombre de personnes sans emploi. »

Taux de chômage localisé au 3e trimestre 2020 (données CVS-CJO semi-définitives)



Variation du taux de chômage localisé au 3e trimestre 2020 (données CVS-CJO semi-définitives)



Source: Insee

Les offres d'emploi collectées* par Pôle emploi au 4^e trimestre 2020

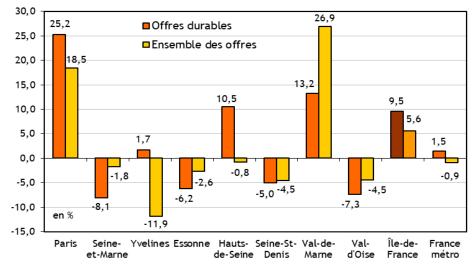
Pôle emploi n'enregistre qu'une partie des offres d'emploi disponibles, plus ou moins importante selon le métier concerné. L'évolution du nombre de ces offres est donc affectée par la concurrence entre Pôle emploi et les autres acteurs de diffusion de l'emploi.

Au quatrième trimestre 2020, 28 500 offres d'emploi ont été collectées en moyenne par Pôle emploi en Île-de-France (données CVS-CJO), dont 19 760 concernent des emplois durables (CDI ou CDD de plus de six mois).

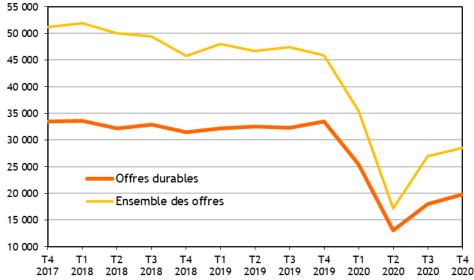
Après avoir perdu 62,7 % entre le quatrième trimestre 2019 et le deuxième trimestre 2020 sous l'effet de la crise sanitaire, le nombre d'offres d'emploi reprend 57,8 % sur le troisième trimestre avec la reprise de l'activité économique, puis de nouveau 5,6 % sur le quatrième trimestre (+9,5 % pour les offres durables). Sur un an, la baisse est plus prononcée en Île-de-France qu'en France métropolitaine (-37,8 % contre -24,9 %).

Au sein de la région, les évolutions sont très hétérogènes. Sur le trimestre, elles vont de -11,9 % dans les Yvelines à +26,9 % dans le Val-de-Marne. Sur un an, Paris enregistre la diminution la plus forte (-42,3 %, dont -47,1 % pour les offres durables) et le Val-de-Marne la diminution la plus contenue (-21,7 %, dont -29,0 % pour les offres durables).

Évolution du nombre d'offres d'emploi collectées par Pôle emploi sur le trimestre (données CVS-CJO)



Nombre d'offres d'emploi collectées par Pôle emploi



^{*} Ensemble des offres directement déposées à Pôle emploi.

Les déclarations préalables à l'embauche (DPAE) au 2^e trimestre 2020*

Près de 771 000 déclarations préalables à l'embauche (DPAE) tous contrats confondus (hors contrats intérimaires) ont été conclues au deuxième trimestre 2020 en Île-de-France, dont 184 000 en contrat à durée déterminée (CDD) de plus de six mois et contrat à durée indéterminée (CDI).

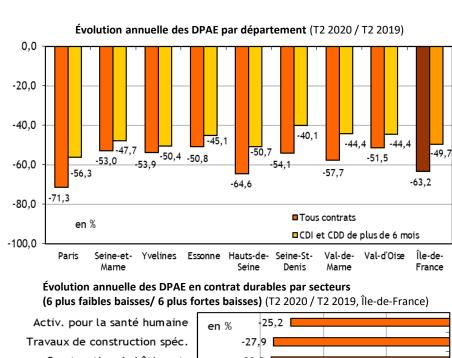
Le nombre de DPAE au deuxième trimestre 2020 par rapport au deuxième trimestre 2019 a fortement diminué en Île-de-France (-63,2 %). C'est également le cas pour les contrats durables (CDI et CDD de plus de six mois), dont la baisse est importante (-49,7 %), suite à la crise sanitaire.

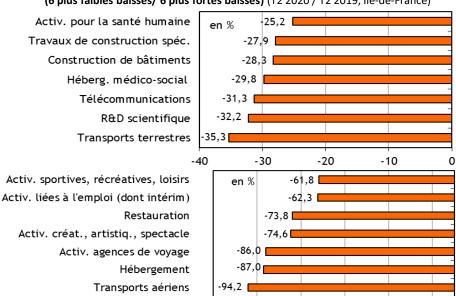
Tous contrats confondus, tous les départements de la région ont connu une baisse annuelle importante, notamment Paris et les Hauts-de-Seine (respectivement -71,3 % et -64,6 %).

Pour les CDI et CDD de plus de six mois, tous les départements enregistrent une forte baisse qui varie de -40,1 % pour la Seine Saint-Denis à -56, 3 % pour Paris.

Les secteurs de la santé humaine et des travaux de construction spécialisés ont connu les baisses les moins fortes des contrats durables (respectivement -25,2 % et -27,9 %).

Les secteurs de la restauration, des activités créatives et artistiques, des activités des agences de voyage, de l'hébergement et celui des transports aériens ont fortement diminué (évolutions inférieures à -70,0 %).





-110

Sources: DPAE / Urssaf

-90

-70

-50

-30

-10 14

^{*} Les données du troisième trimestre 2020 ne sont pas encore disponibles.

L'activité intérimaire au troisième trimestre 2020

En Île-de-France, après un recul historique en début d'année et un début de reprise au 2^e trimestre, l'emploi intérimaire continue de progresser au 3^e trimestre 2020 : +20,8 %, soit +18 700 intérimaires, après +11,2 % soit +9 000 intérimaires au trimestre précédent. En France métropolitaine, la hausse est plus marquée : +22,8 % ce trimestre, après une hausse de +22,9 % au 2^e trimestre. Ainsi, l'emploi intérimaire ne se rapproche que partiellement de son niveau d'avant-crise : fin septembre 2020, le nombre d'intérimaires se situe à 82 % du niveau qui prévalait fin décembre 2019.

Mesuré en moyenne sur l'ensemble du 3e trimestre 2020, le volume de travail temporaire (en équivalent emplois à temps plein) se redresse nettement (+39,8 % après -32,7 % au 2e trimestre 2020).

La reprise se poursuit dans tous les secteurs, à un rythme différent selon l'ampleur de la baisse au 1^{er} trimestre puis du rebond au 2^e trimestre.

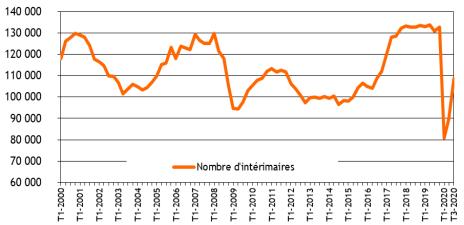
Ainsi, l'utilisation de l'intérim dans l'industrie est en hausse de +15,7 % (+2 190) ce trimestre après +6,2 % au 2^e trimestre. L'emploi intérimaire dans l'industrie reste toutefois très inférieur à son niveau d'avant crise (76 % du niveau de fin 2019).

La hausse est plus forte dans la construction : +28,1% (+5 400) après une hausse de +62,7% (+7 500) au 2^e trimestre. Le nombre d'intérimaires dans la construction atteint au final 92 % du niveau de fin décembre 2019.

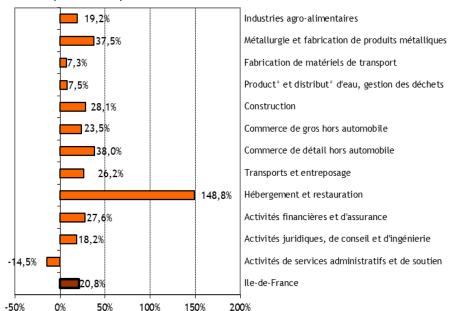
Dans le secteur tertiaire, l'emploi intérimaire augmente de +19,6 % (soit +11 000 intérimaires), après +1,2 % au 2^e trimestre 2020). Cependant, ce redressement n'est encore que partiel, le nombre d'intérimaires se situant à 80 % du niveau qui prévalait fin décembre 2019.

Intérim





Évolution du nombre d'intérimaire en fin de trimestre par principaux secteurs d'activité (données CVS)



Source : Dares, déclarations sociales nominatives (DSN) et fichiers de Pôle emploi des déclarations mensuelles des agences d'intérim

Emploi

L'emploi salarié au 3e trimestre 2020

À partir de la validité du T1 2018, le champ des estimations trimestrielles d'emploi (ETE) a été modifié et étendu aux niveaux sectoriel et géographique. Ont ainsi été ajoutés l'emploi des salariés du secteur de l'agriculture, de la fonction publique et des particuliers employeurs. Au niveau géographique le champ des ETE a été étendu aux départements d'outre-mer (hors Mayotte).

Au troisième trimestre 2020, l'ensemble de l'emploi salarié francilien progresse de 1,4 %, soit +83 500 emplois (données CVS) par rapport au trimestre précédent. L'emploi augmente dans le secteur privé de 1, 3 % (+61 300) et dans la fonction publique de 2,0 % (+22 200).

Dans le même temps, en France métropolitaine, l'emploi salarié s'élève de 1,6 %, (soit +391 000 emplois).

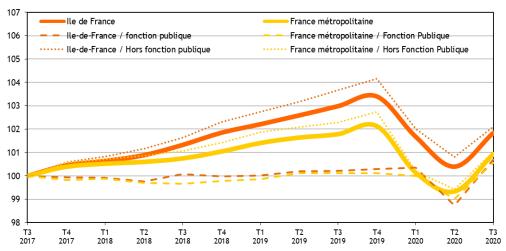
Sur un an, l'emploi salarié régresse de 1,1 % en Île-de-France, soit -66 300 emplois. Cette baisse épargne la fonction publique (+0,5 %, soit +5 500 emplois) mais touche le secteur privé (-1,5 %, soit -71 800 emplois). Seuls les départements du Val-d'Oise, de la Seine Saint-Denis et de l'Essonne enregistrent une évolution positive.

Au troisième trimestre 2020, les départements franciliens qui ont vu l'emploi salarié croître le plus fortement sont la Seine Saint-Denis (soit +1,8 %) et le Val-d'Oise (soit +2,0 %). La Seine-et-Marne et les Hauts-de-Seine enregistrent les hausses les plus faibles, respectivement +1,0 % et +1,1 %.

Sur un an, l'évolution de l'emploi salarié au sein de la région est comprise entre -2,1 % à Paris (-39 900 emplois) et +0,8 % en Essonne (+3 800 emplois).

Évolution de l'emploi salarié (privé + fonction publique)

(données CVS, indice 100 au 3e trimestre 2017)



Évolution de l'emploi salarié (privé et public)	Nombre	Évolution T3 2	020 / T2 2020	Évolution T3 2020 / T3 2019		
par département (données CVS)	d'emplois au T3 2020	Niveau	%	Niveau	%	
Paris	1 826 973	24 256	1,3	-39 916	-2,1	
Seine-et-Marne	466 450	4 834	1,0	-4 088	-0,9	
Yvelines	536 614	7 031	1,3	-6 057	-1,1	
Essonne	455 743	10 552	2,4	3 840	0,8	
Hauts-de-Seine	1 059 477	11 259	1,1	-13 947	-1,3	
Seine-Saint-Denis	632 742	11 471	1,8	1 356	0,2	
Val-de-Marne	533 869	6 707	1,3	-8 367	-1,5	
Val-d'Oise	383 387	7 417	2,0	882	0,2	
Île-de-France	5 895 25 4	83 526	1,4	-66 297	-1,1	
France métropolitaine	24 690 986	390 992	1,6	-208 777	-0,8	

Source: Insee, Estimations d'emploi; estimations trimestrielles Acoss-Urssaf, Dares, Insee.

L'emploi salarié par secteur au 3e trimestre 2020

Entre le deuxième et le troisième trimestre 2020, l'emploi salarié décroît dans l'industrie (-0,2 %, soit -900 emplois). L'intérim enregistre une forte hausse (+24,1 %, soit +21 550 emplois), tandis que la construction (+1,9 %, soit +5 700 emplois) et le tertiaire non marchand (+2,0%, soit +28 900 emplois) progressent plus faiblement.

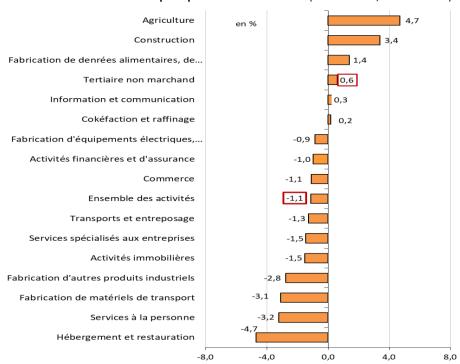
En un an, le nombre d'emplois salariés augmente dans la construction (+3,4 %, soit +9 900 emplois) mais diminue dans l'industrie (-1,5 % soit -6 300 emplois), dans les services marchands hors intérim (-1,7 % soit -49 300), dans le commerce (-1,1 % soit -7 700) et plus fortement dans l'intérim (-16,5 %, soit -22 000).

Par rapport au troisième trimestre 2019, au sein des services marchands, l'hôtellerie-restauration marque une forte baisse (-4,7 %, soit -14 800 emplois), ainsi que le secteur des services à la personne (-3,2 % soit -12 000 emplois). Tous les secteurs des services marchands ont enregistré des diminutions : les activités financières et d'assurance (-1,0 %, soit -3 300), les transports et entreposage (-1,3 %, soit -4 800), les services spécialisés aux entreprises (-1,5 %, soit -14 300) et les activités immobilières (-1,5 %, soit -1 200).

Dans l'industrie, les secteurs qui perdent le plus d'emplois sont la fabrication de matériels de transport (- 3,1 %, soit -2 100 emplois), la fabrication d'autres produits industriels (-2,8 %, soit -4 400), et la fabrication d'équipements électriques (-0,9 %, soit -600 emplois). Seul les secteurs de la cokéfaction, raffinage (+0,2 %, soit +100) et de la fabrication de denrées alimentaires (+1,4 %, soit +700) connaissent une évolution positive.

Emploi

Évolution de l'emploi salarié (privé et public) entre le 3^e trimestre 2019 et le 3^e trimestre 2020 dans les principaux secteurs d'activité (Île-de-France, données CVS)



Évolution de l'emploi salarié (public et privé) par secteur d'activité	Nombre d'emplois au	Évolution T3	2020 / T2 2020	Évolution T3 2020 / T3 2019		
en Île-de-France (données CVS)	T3 2020	Niveau	%	Niveau	%	
Agriculture	5 800	0	0,0	260	4,7	
Industrie	427 770	-920	-0,2	-6 310	-1,5	
Construction	303 690	5 740	1,9	9 940	3,4	
Commerce	701 770	1 790	0,3	-7 740	-1,1	
Services marchands hors intérim	2 843 390	26 510	0,9	-49 300	-1,7	
Tertiaire non marchand	1 501 840	28 850	2,0	8 830	0,6	
Intérim	110 990	21 550	24,1	-21 980	-16,5	
Ensemble des secteurs	5 895 250	83 520	1,4	-66 300	-1,1	
Secteur privé	4 758 680	61 330	1,3	-71 840	-1,5	
Fonction Publique	1 136 570	22 190	2,0	5 540	0,5	

Sources: Insee, Estimations d'emploi; estimations trimestrielles Acoss-Urssaf, Dares, Insee.

Les tensions sur le marché du travail francilien au 4^e trimestre 2020

Les statistiques sur la demande d'emploi par métier demandé et sur les métiers en tension ne sont plus diffusées car la mise en place de nouvelles procédures de production à Pôle emploi a affecté leur qualité.

Le taux de tension sur le marché du travail francilien s'établit à 0,29 point en moyenne au quatrième trimestre 2020, soit 29 nouvelles offres d'emploi enregistrées au cours de cette période pour 100 nouvelles demandes d'emploi (données brutes, non corrigées des variations saisonnières).

Ce ratio « offres sur demandes » diminue de 0,16 point par rapport au quatrième trimestre 2019. Cette évolution s'explique par une très forte baisse des offres d'emploi collectées (-37,3 % sur un an), que la baisse des demandes enregistrées par Pôle emploi (-2,7 %) ne parvient pas à compenser.

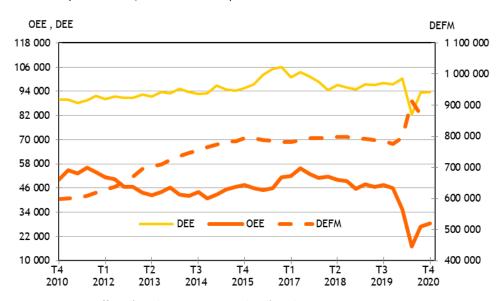
De son côté, la progression du nombre de demandeurs d'emploi sur un an en catégories A, B (+12,4 % en données brutes) va dans le sens d'une contraction des tensions sur le marché du travail.

Le taux d'écoulement est quasi stable sur le trimestre : 54,3 % des chômeurs inscrits depuis plus d'un an, ou entrés au cours des 12 derniers mois, sont sortis des fichiers de Pôle emploi au quatrième trimestre 2020. Ce taux est inférieur à son niveau du quatrième trimestre 2019 (60,5 %).

Le taux d'offres d'emploi de plus de six mois, indicateur de qualité de l'emploi, est de 68,9 %. Il perd 3,1 points par rapport à l'année passée.

Le taux de satisfaction des offres (76,9 %) est plus faible qu'au trimestre précédent (79,8 %) et qu'au quatrième trimestre 2019 (86,5 %).

Les tensions sur le marché du travail (Île-de-France, données CVS-CJO)



OEE : offres d'emploi ; DEE : Demandes d'emploi ;

DEFM : nombre de demandeurs d'emploi en catégories A et B

Source : Dares-Pôle Emploi - Traitement : Direccte / Sese

Les demandes d'activité partielle au 4^e trimestre 2020

Au cours du quatrième trimestre 2020, plus de 113 000 décisions d'activité partielle* ont été notifiées par les services de la Direccte. Le nombre de demande est en forte hausse par rapport au trimestre précèdent en grande partie à cause du 2^e confinement.

Elles correspondent à 667 000 000 heures autorisées à être chômées en Île-de-France.

Paris, avec plus de 43 300 demandes, concentre 38 % des demandes heures d'activité partielle dans la région ce trimestre et correspondent à près de 230 000 000 d'heures autorisées. Plus de 36 % concerne des demandes dans le secteur de l'hôtellerie-restauration.

Les départements des Hauts-de-Seine et de la Seine-Saint-Denis atteignent respectivement 15 % et 12 % du total régional des heures autorisées. Les autres départements n'atteignent pas les 10 % au cours de ce trimestre.

Entre le 1^{er} mars et le 31 décembre 2020, 400 000 demandes d'activité partielle ont été notifiées par la Direccte Île-de-France. avec un pic au cours de la semaine du 6 avril (près de 50 000 demandes).

Ensuite, on constate une baisse progressive pour atteindre en moyenne 38 000 demandes par mois sur ce trimestre .

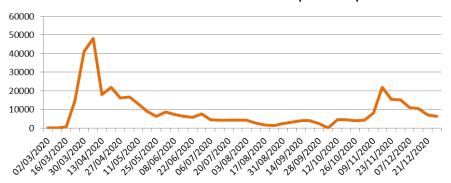
Quatre secteurs concentrent plus de 62 % du nombre d'heures demandées : l'hébergement-restauration (24 %), le commerce (11 %), et les activités de services administratifs (11 %).

(*) Habituellement, on utilise dans cette synthèse uniquement les décisions ayant le motif de recours « Conjoncture économique ». En raison du contexte actuel, cette synthèse regroupe tous les motifs.

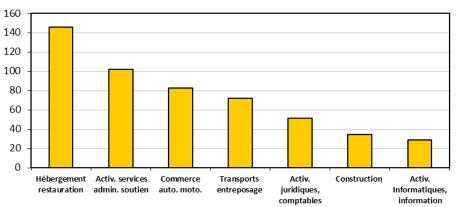
Accompagnement des mutations économiques

	Ile-de-France	Paris	Seine-et- Marne	Yvelines	Essonne	Hauts-de- Seine	Seine-Saint- Denis	Val-de- Marne	Val-d'Oise
Total autorisations	113 290	43 311	9 291	9 485	7 792	13 220	12 635	9 489	8 067
Octobre	13 122	5 585	848	922	762	1 794	1 367	1 062	782
Novembre	53 404	20 303	4 618	4 705	3 788	6 006	5 632	4 520	3 832
Décembre	46 764	17 423	3 825	3 858	3 242	5 420	5 636	3 907	3 453
Total heures associées	667 206 045	229 287 393	65 812 161	55 185 526	43 967 937	96 929 390	79 503 661	49 720 691	46 799 285
Octobre	123 162 388	40 238 648	16 069 903	10 470 248	6 728 006	19 586 679	15 194 206	6 796 198	8 078 500
Novembre	248 701 670	81 885 464	23 979 006	24 371 230	20 213 450	35 752 635	27 485 828	19 984 382	15 029 675
Décembre	295 341 986	107 163 281	25 763 253	20 344 047	17 026 481	41 590 076	36 823 627	22 940 112	23 691 109

Évolution du nombre de décisions d'autorisation d'activité partielle depuis le 1er mars 2020



Secteurs d'activité qui concentrent le plus d'heures autorisées au 4e trimestre 2020



Les plans de sauvegarde de l'emploi et les ruptures conventionnelles collectives enregistrés au 4e trimestre 2020

Au quatrième trimestre 2020, les services de la Direccte ont enregistré 139 plans de sauvegarde de l'emploi (PSE). Il y a eu près de 11 600 postes menacés dans le cadre de PSE ce trimestre.

Parallèlement aux PSE, les entreprises de la région ont initié 39 procédures de ruptures conventionnelles collectives (RCC) au 4^e trimestre 2020. Dans ce cadre, il y a eu 9 600 emplois menacés.

Parmi les secteurs qui emploient un grand nombre de personnes dans la région, c'est le secteur de l'hébergement et restauration qui menace le plus de salariés (5 200) au cours de ce trimestre.

Au 4^e trimestre, parmi les principaux secteurs, ceux concentrant le plus d'emplois menacés par des PSE et des RCC en proportion de l'emploi local sont la fabrication de matériels de transport et l'hébergement /restauration.

Sur l'ensemble de l'année 2020, les plans de sauvegarde de l'emploi et les ruptures conventionnelles collectives ont marqué une très forte augmentation sur la région aussi bien en termes d'emplois menacés que de procédures enregistrées.

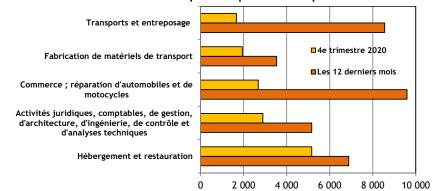
En 2020, le plus grand nombre d'emplois menacés est localisé dans les Hauts-de-Seine et à Paris mais l'impact sur l'emploi local est plus élevé dans les Yvelines et en Seine-Saint-Denis. Les secteurs concentrant le plus d'emplois menacés par des PSE et RCC sont le commerce (9 600), les activités scientifiques et techniques et services de soutien (8 900) et les transports (8 900).

Accompagnement des mutations économiques

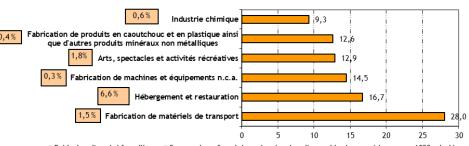
Procédures de PSE enregistrées par la Direccte Île-de-France et emplois menacés par des PSE dans les établissements franciliens

Répartition par territoire impacté	lle-de- France	Paris	Seine- et- Marne	Yvelines	Essonne	Hauts-de- Seine	Seine- Saint- Denis	Val-de- Marne	Val-d'Oise	Autres départ.
PSE au T4	139	41	10	18	6	41	10	7	6	
Cumul 2020	393	121	26	39	23	118	28	22	16	
Cumul 2019	196	57	11	19	15	60	25	8	1	
Emplois menacés	11 576	3 617	733	2 040	684	2 719	632	466	685	11 714
Cumul 2020	34 436	9 928	1 883	4 379	2 902	6 721	5 846	1 505	1 272	50 791
Cumul 2019	12 839	2 755	977	953	2 293	2 751	1 989	751	370	22 079
Evolution des emplois menacés	168%	260%	93%	359%	27%	144%	194%	100%	244%	130%

Secteurs d'activité concentrant le plus d'emplois menacés par des PSE + RCC



Sect. d'activité les plus affectés par des PSE + RCC, proportionnellement à leur emploi local



□ Poids dans l'emploi francilien □ Suppressions d'emplois envisagées dans l'ensemble des procédures pour 1000 salariés

Sources : SI-Homologation - SI RUPCO Traitement : Directe / Sese et URSSAF NB : pour une meilleure lisibilité, le secteur de la cokéfaction et raffinage, qui représente 0,03% de l'emploi francilien, n'est pas représenté sur le graphique, bien qu'il soit concerné par un PSE important.



Directeur de publication : Gaëtan Rudant

Etude et réalisation : Service Etudes Statistiques Evaluation – idf.statistiques@direccte.gouv.fr

Conception graphique: Emmanuelle Seguin

Direction régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi d'Ile-de-France

19, rue Madeleine Vionnet - 93300 Aubervilliers

Tel. 01 70 96 13 00

Toutes les publications de la Direccte Ile-de-France sont téléchargeables sur www.idf.direccte.gouv.fr